

Programme de travail

2026



Naviguer dans un monde incertain

« Soyons assez puissants pour nous faire respecter et pour promouvoir nos valeurs de liberté et de solidarité. »

Address to the 40th academic year of the College of Europe in Bruges, 17 October 1989. [Full speech here.](#)

À l'aube de l'année 2026, l'Union européenne fait face à un environnement d'une intensité et d'une incertitude inédites. La situation en Ukraine, le rapprochement stratégique entre Donald Trump et Vladimir Poutine, l'assertivité grandissante de la Chine et la détérioration du multilatéralisme placent l'Europe au cœur d'une recomposition mondiale qui ne lui laisse aucun répit. Dans ce monde plus dur, plus compétitif et plus fragmenté, le continent n'a plus le choix entre l'action et l'inaction : il doit décider s'il veut peser sur l'ordre international ou le subir.

Sur le front économique, l'Union aborde sa décennie la plus décisive depuis sa création. Les transitions énergétique et technologique, l'offensive industrielle des grandes puissances et la fragmentation de la mondialisation mettent à l'épreuve la compétitivité européenne. L'adoption de la Boussole de la compétitivité, du Pacte pour une industrie propre et des rapports Draghi et Letta a fixé un cap : réindustrialiser l'Europe, investir massivement et achever le marché unique. Reste à savoir si les Européens sauront transformer cette ambition en actes, au moment où s'ouvrent les négociations du prochain cadre financier pluriannuel.

Cette recomposition extérieure se conjugue à de profondes tensions intérieures. Les inégalités persistantes, la montée du populisme, les fractures sociales et générationnelles, et l'essoufflement de la confiance démocratique interrogent la capacité de l'Union à rester un projet de prospérité partagée et de valeurs communes. L'élargissement, de son côté, devient un défi plus pressant : alors que l'Ukraine, la Moldavie, le Monténégro et l'Albanie frappent à la porte, l'Union doit déterminer comment accueillir de nouveaux membres sans affaiblir son unité politique, sa cohésion sociale et son modèle économique mais au contraire se renforcer.

Dans ce moment historique, l'Institut Jacques Delors réaffirme sa conviction : c'est par la réflexion stratégique, par le débat démocratique et par l'audace politique que l'Europe pourra préserver son modèle, défendre ses intérêts et préparer son avenir. Notre programme de travail 2026 traduit cette conviction à travers quatre grands axes :
L'Europe et le monde : souveraineté et ouverture

En 2026, l'Union européenne évolue dans un monde troublé par la guerre en Ukraine, la relation transatlantique traverse une phase de tension aiguë et la compétition géo-économique avec la Chine s'intensifie. Face à ces bouleversements, l'Europe doit définir une stratégie capable de concilier autonomie stratégique, puissance industrielle et partenariats globaux. Les travaux menés dans cet axe analyseront la place de l'Europe dans la

reconfiguration du système international et formuleront des recommandations pour renforcer sa capacité d'action extérieure. L'objectif est clair : préserver un multilatéralisme exigeant, défendre les intérêts européens et contribuer à la stabilité du continent.

L'EUROPE COMPÉTITIVE ET DURABLE

La décennie qui s'ouvre sera déterminante pour la compétitivité industrielle de l'Union, confrontée simultanément aux transitions énergétique et numérique, à la fragmentation des chaînes de valeur et au durcissement de la concurrence mondiale. Cet axe accompagnera la mise en œuvre du Pacte Industrie Propre, de la Boussole de la compétitivité et du futur cadre financier pluriannuel afin de renforcer la capacité d'investissement et d'innovation de l'UE. Les travaux porteront en particulier sur l'électrification, la décarbonation, les chaînes d'approvisionnement critiques et le rôle des financements européens. L'ambition : faire de la transition énergétique un levier de souveraineté économique plutôt qu'un facteur de déclassement.

L'EUROPE LIBRE ET DÉMOCRATIQUE

À l'heure où la montée des extrémismes, la désinformation et l'érosion de la confiance civique fragilisent les systèmes démocratiques, la défense de l'État de droit et du pluralisme devient une priorité stratégique. Cet axe comprend l'analyse des dynamiques politiques internes à l'Union, le rôle du Parlement européen, les tensions sur les valeurs fondamentales et les menaces qui pèsent sur la démocratie libérale. Il travaillera également à mieux comprendre les attentes des citoyens et à renforcer la participation démocratique, en particulier auprès de la jeunesse. Préserver la démocratie européenne n'est plus seulement un principe : c'est une condition de sa cohésion et de sa capacité d'action. Et le premier critère à toute adhésion à l'UE.

L'EUROPE POUR LA JEUNESSE ET LA CULTURE

Dans un contexte de transformations rapides et d'incertitudes économiques, la jeunesse européenne attend de l'Union un horizon d'opportunités, de mobilité et d'inclusion. Cet axe poursuivra les travaux engagés sur l'éducation, les compétences, la mobilité, la culture et l'innovation, en mettant l'accent sur les politiques susceptibles de renforcer l'égalité des chances et le sentiment d'appartenance européenne. Il s'attachera aussi à mieux intégrer les aspirations des nouvelles générations dans les politiques publiques européennes, en amont des élections françaises de 2027 et de la nouvelle stratégie pour la jeunesse. Faire de l'Europe un projet désirable pour les jeunes, c'est préparer l'avenir du projet européen lui-même.

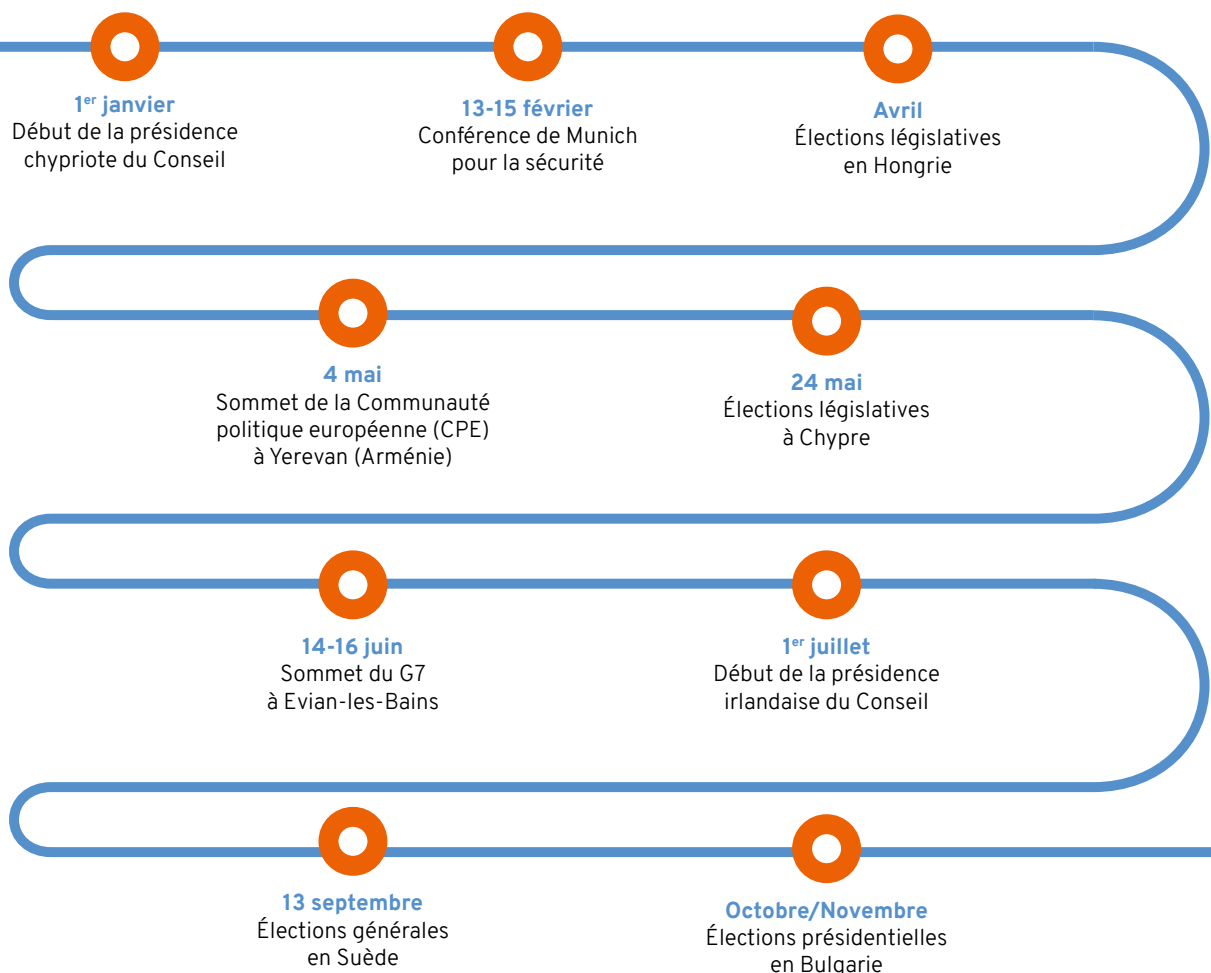
Chacun d'entre eux vise à répondre à la même question centrale : comment faire de l'Union non seulement un espace économique, mais une communauté politique forte, solidaire, capable de peser dans le monde et d'être une force stabilisatrice et de coopération multilatérale ?

Plus que jamais, penser l'Europe – et penser pour l'Europe – est un impératif stratégique. C'est l'ambition qui guidera l'Institut Jacques Delors tout au long de l'année 2026.

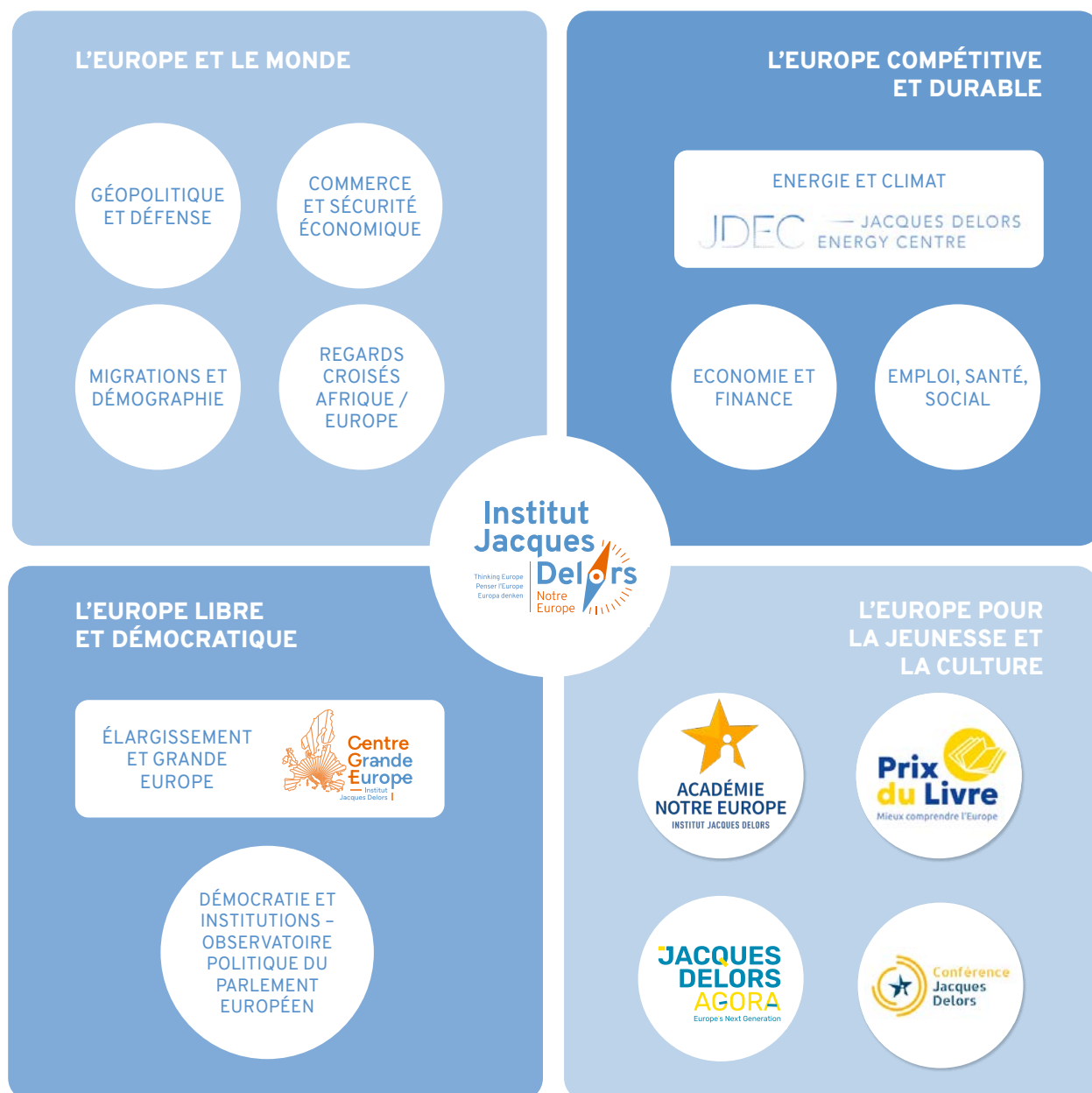
L'année 2026 sera aussi celle qui marquera les trente ans de la création de notre Institut. Cet anniversaire ne manquera pas d'accompagner nos engagements et nos travaux.

Sylvie Matelly, Directrice

L'année européenne 2026 en 1 coup d'œil



Programme de travail 2026 en 1 coup d'œil





L'Europe et le monde

2026 s'ouvre sur un environnement international plus instable que jamais, où la compétition géopolitique, économique et technologique redessine les rapports de puissance. Alors que la guerre en Ukraine se poursuit et met à nu la vulnérabilité stratégique du continent, l'élection de Donald Trump à la Maison-Blanche rebat profondément les cartes de la relation transatlantique – sur le plan commercial, industriel et sécuritaire. Les Européens, tiraillés entre la nécessité de préserver le partenariat américain et l'exigence croissante d'autonomie stratégique, évoluent sur une ligne de crête. Dans le même temps, la relation avec la Chine se tend: surcapacités industrielles, mesures de coercition économique, contrôle des exportations de matières critiques, et rapprochement stratégique sino-russe mettent à l'épreuve l'ouverture économique européenne. Dans ce contexte, l'enjeu pour l'Union n'est ni le repli ni la naïveté, mais la définition d'une souveraineté ouverte, fondée sur la puissance industrielle et technologique, la résilience des chaînes de valeur, la maîtrise des biens publics mondiaux et le renforcement des partenariats. Ce chapitre analysera les défis et marges de manœuvre d'une Europe qui doit, plus que jamais, définir son rôle dans le monde – et non le subir.

I Penser l'Europe géopolitique

Le groupe de travail sur l'Europe géopolitique, présidé par Nicole Gnesotto, réfléchit et étudie la position que pourrait et/ou devrait adopter l'UE face aux ruptures en cours depuis la guerre en Ukraine aux conséquences du

réchauffement climatique ou de l'affirmation de certains pays ou groupes de pays (BRICS) sur la scène internationale en passant par la fracture du monde occidental que constitue le retour de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis ou encore la fragmentation de la mondialisation et le recul inexorable du droit international.

Défiée sur tous ses piliers (libéralisme, respect de l'état de droit et refus de la guerre), l'Europe affronte des défis géopolitiques face auxquels elle apparaît désarmée. Elle doit pourtant y parvenir faute de quoi sa raison d'être et par extension sa pérennité pourraient s'en trouver questionnées. Sera-t-elle donc capable de s'unir, de se redéfinir et de construire un rapport de force à même de lui donner les capacités de défendre un intérêt européen qu'elle aura su définir. Ce sont toutes les questions auxquelles tenteront de répondre les membres de ce groupe de travail tout au long de l'année 2026 et dans la continuité de ce qu'ils ont publié cette année 2025.

I Renforcer la défense européenne afin de préserver la paix

Renforcer la défense européenne n'est plus un objectif européen, c'est une priorité. Au tout début de l'année 2025, la Commission européenne a estimé qu'il fallait être prêt et autonome en matière de défense à l'horizon de 5 ans, soit en 2030. Parallèlement, les initiatives prises par les institutions, les leçons tirées de la guerre en Ukraine ou encore, le rapprochement russo-américain furent, tout

au long de l'année 2025, autant de moments importants qui ont à la fois poussé et mis au défi la capacité des Européens à amplifier leur autonomie en matière de défense. L'Institut Jacques Delors a décrypté ces moments et continuera à la faire tout au long de l'année 2026 avec la conviction constante que renforcer la souveraineté européenne, la défense et la sécurité des citoyens européens passent par une coopération accrue entre États membres, notamment à travers des programmes communs ou en coopération, des acquisitions en communs et le renforcement d'une base industrielle et technologique de défense européenne.

Dans cette optique, l'Institut Jacques Delors prévoit de réaliser plusieurs travaux :

- Plusieurs policy paper sur les synergies entre enjeux climatiques et de défense, la possible refondation de la relation entre l'Union européenne et le Royaume-Uni en matière de défense, les enjeux du cadre financier pluriannuel à venir pour la défense ou encore sur le marché commun de la défense
- Des décryptages et de blogposts réguliers sur des questions d'actualité
- Une série d'infographies sur les acteurs et défis de la défense européenne

Par ailleurs, l'Institut est pleinement engagé dans la nouvelle Jacques Delors Friends of Europe Foundation qui se matérialisera en 2026 par un projet en commun, « Dépenser plus mais dépenser mieux ». Il vise à penser la mise en commun de moyens dédiés à la défense afin d'en garantir un bon usage au service de la défense des européens et du renforcement de l'autonomie stratégique et de la souveraineté européenne.

I Commerce et sécurité économique : Coercition économique et accélération de la stratégie européenne de sécurité économique

Réélu en novembre 2024, Donald Trump a entrepris de transformer en profondeur la relations des Etats-Unis au reste du monde. Renonçant à assurer le rôle de pilier d'un ordre international coopératif fondé sur des institutions multilatérales, l'Amérique de Trump II adopte une diplomatie transactionnelle : une prédation fondée sur la coercition via la menace d'une augmentation des droits de douanes pour accéder au marché américain.

Pour les Européens, il ne s'agit plus de miser sur une parenthèse Trump, que refermeraient les mid-terms de 2026 et qui pourrait encore déboucher sur une restauration d'un ordre international fondé sur des règles. Il s'agit de s'adapter à une mutation plus structurelle des États-Unis et à une rivalité entre Washington et Pékin qui elle-même transforme en profondeur la mondialisation.

La menace chinoise de contrôles des exportations de terres rares, qui pourra tout aussi bien s'étendre aux principes actifs pharmaceutiques, pressent à son tour les Européens de s'adapter à cette nouvelle ère de la coercition. Il s'agit d'accélérer la mise en place d'une stratégie de sécurité économique européenne qui ne soit pas seulement défensive, en limitant les dépendances excessives actuelles, mais anticipe les risques de dépendances à venir.

Le programme de l'Institut sur les enjeux de commerce et de sécurité économique se concentre ainsi en 2026 sur le renforcement de la coordination intra-européenne sur la sécurité économique et la coopération internationale sur des règles communes, afin de forger une réponse européenne au repli protectionniste et à la coercition économique.

L'urgence d'une coordination rapide face aux risques de coercition :

*UN DIALOGUE FRANCO-ALLEMAND
SUR LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE
(NOV. 2025-JUIN 2026)*



FRANCO-GERMAN
DIALOGUE
ON ECONOMIC
SECURITY

Alors que le Sommet franco-allemand d'août 2025 s'est conclu sur l'engagement d'un dialogue bilatéral sur la sécurité économique, l'Institut a amorcé un dialogue informel entre Berlin et Paris afin de coordonner les discussions entre ministères français et allemands (économie, affaires étrangères, recherche...), entreprises de plusieurs secteurs stratégiques (automobile, pharmacie, numérique) et des experts de la sécurité économique.

Neuf rencontres seront organisées entre novembre 2025 et mai 2026 sur des enjeux transversaux (défense commerciale, politique industrielle et continuum entre sécurité économique et compétitivité) et sectoriels (automobile, pharmaceutique, IA, calcul quantique, cloud). Elles visent à présenter des propositions franco-allemandes lors d'une conférence de haut niveau qui sera organisée à Paris en juin 2026. Les soutiens apportés à ce projet par le Trésor français, le ministère des Affaires étrangères allemand, BMW, Renault, Bayer, le Medef et le BDI reflètent la mobilisation croissante des acteurs publics et privés sur cet enjeu.

*DIALOGUE FRANCO-BRITANNIQUE
SUR LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE
(NOV. 2025-JUIN 2026)*



FRANCO-BRITISH
DIALOGUE
ON ECONOMIC
SECURITY

Le Sommet franco-britannique de juillet 2025 s'étant également conclu sur un objectif de coordination plus étroite sur la sécurité économique, l'Institut a engagé un dialogue bilatéral informel soutenu par l'Ambassade britannique. Le dialogue est structuré autour de quatre rencontres portant sur des enjeux sectoriels

(minerais critiques, industrie pharmaceutique, ...) et des mesures de coordination pour renforcer la résilience économique.

*DIALOGUE UE-CPTPP : UN AGENDA
POSITIF DE COOPÉRATION À L'ÈRE
DU NATIONALISME ÉCONOMIQUE.*



EU-CPTPP DIALOGUE

L'Institut et PSIA-Sciences Po ont lancé un dialogue entre l'Union européenne et le Partenariat transpacifique global et progressiste (Comprehensive and progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership - CPTPP) pour un agenda de coopération positive entre les deux régions afin de se coordonner sur la défense d'un ordre économique fondé sur des règles, le commerce numérique, la résilience des chaînes d'approvisionnement, la sécurité économique. Deux événements seront organisés :

- Une conférence de haut niveau, organisée les 9-10 décembre 2025, en partenariat avec la fondation Bertelsmann, le Kommerskollegium suédois, les Ambassades australienne et canadienne à Paris, le DBT (Department of Business and Trade) britannique et la Japan Economic Foundation (JEF).
- Une conférence, organisée à Tokyo, en mai 2026 et qui rassemblera des représentants des Etats membres et des experts des deux blocs (CPTPP et UE).

**LE CALIBRAGE DES MESURES
ANTI-COERCITION. DU CALIBRAGE DE
L'INSTRUMENT EUROPÉEN À SA MISE EN
ŒUVRE, COMMENT SE PRÉPARENT LES
EUROPÉENS ?**

Décryptage du nationalisme économique américain et chinois fondé sur une coercition économique décomplexée et des conditions d'une réponse européenne.

GROUPE DE TRAVAIL SUR LES RELATIONS UE – CHINE : LE POSITIONNEMENT DES ETATS MEMBRES FACE À LA CHINE

Dans la lignée des rapports d'Enrico Letta et Mario Draghi sur l'approfondissement du marché unique et le renforcement de sa compétitivité, les Européens entendent accélérer leur coordination. Mais chaque pays possède une combinaison unique de groupes d'intérêt, de stratégies commerciales et de politiques étrangères qui façonnent sa perception des possibilités et des limites de l'action économique de l'État. Le groupe de travail de l'Institut Jacques Delors sur les relations UE-Chine présidée par Sylvie Bermann mènera une série d'entretiens avec des experts Chine de divers Etats membres de l'UE pour dresser une typologie des positionnements des Etats membres qui permette de créer un cadre de coordination plus efficace face aux défis structurels du capitalisme d'Etat.

MIGRATIONS ET DÉMOGRAPHIE

Le groupe de travail coordonné par Jérôme Vignon approfondira plusieurs sujets de recherche autour de :

- La mise en œuvre du nouveau programme stratégique européen (2026-2030), qui fixera le cadre général des politiques migratoires pour les années à venir ;
- L'évaluation des mécanismes de solidarité et de financement, afin de vérifier leur efficacité et d'envisager d'éventuelles améliorations
- La mise en place du nouveau Pacte européen sur la migration et l'asile, qui entre en vigueur en 2026

L'accent sera mis sur la définition de nouvelles dimensions de la solidarité dépassant celles déjà mises sur la table par la Commission et le Conseil ces dernières années. Le groupe poursuivra également son travail de veille au jour le jour et intégrera de nouveaux membres européens. Il préparera une analyse critique des effets de la mise en place du Pacte européen sur la migration. Il organisera une journée d'étude à Paris réunissant les membres du groupe de travail sur la migration et l'asile, avec des experts externes comme invités.

REGARDS CROISÉS AFRIQUE / EUROPE

Cette année encore nous poursuivrons notre collaboration avec Wathi, le think tank Ouest Africain dirigé par Gilles Yabi. En 2025, nous avons co-organisé deux webinaires sur les enjeux liés au cybermenaces et cyberattaques ainsi que la question de la lutte contre le changement climatique dans la perspective de la COP30 qui marquait le 15e anniversaire des accords de Paris et était organisée par le Brésil.



L'Europe compétitive et durable

L'année 2026 s'annonce décisive pour la trajectoire énergétique et climatique de l'Union européenne. Après une séquence 2025 marquée par l'adoption de la Boussole de la compétitivité et du Pacte Industrie Propre, l'UE entre dans la phase de mise en œuvre : paquet réseaux pour accompagner l'électrification du continent, Industrial Accelerator Act introduisant des exigences de contenu local, plan ReSource EU pour réduire la dépendance aux matériaux critiques, et création de nouveaux instruments financiers tels que la Banque de décarbonation industrielle et le Fonds de compétitivité. Parallèlement, les négociations du Cadre financier pluriannuel 2028-2034 se poursuivent et conditionneront durablement la capacité de l'Union à financer

ses infrastructures énergétiques et la transition climatique. Dans ce contexte, notre centre énergie, le JDEC, se concentrera sur l'électrification comme pilier central de la compétitivité et de la décarbonation, en évaluant les conditions de réussite du paquet réseaux, les besoins d'investissement dans les infrastructures, la bonne articulation des financements européens et nationaux, ainsi que les leviers permettant une transition socialement juste. Il s'agira de contribuer à l'élaboration d'un récit énergétique européen cohérent, fondé à la fois sur la sécurité d'approvisionnement, l'innovation industrielle, la soutenabilité et l'acceptabilité sociale – en France, en Europe et dans le cadre de l'élargissement, notamment dans les Balkans de l'Ouest.

I Energie et climat – JDEC

Le Centre énergie



La transition énergétique est un enjeu vital pour l'avenir de l'Europe. Fondé en 2018 pour mieux définir le contenu et les actions en faveur d'une transition énergétique au service de tous les Européens, le JACQUES DELORS ENERGY CENTRE (JDEC) :

- fournit aux décideurs, nationaux et européens, des éclairages sur les enjeux de la transition énergétique,
- formule des recommandations de politiques à mettre en œuvre par les autorités publiques.

Le JDEC s'inscrit dans la continuité des travaux de l'Institut Jacques Delors. C'est en effet Jacques Delors qui a impulsé, avec le Président du Parlement européen Jerzy Buzek, ce qu'est aujourd'hui l'Union de l'énergie. Depuis 2015, l'Union européenne entend promouvoir une approche globale de la transition énergétique qui permet le développement d'un système énergétique mettant le citoyen-consommateur au centre. L'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, les solutions de mobilités propres, l'innovation, l'investissement et la justice sociale sont les ingrédients essentiels d'une transition énergétique qui protège les Européens face aux changements climatiques ou à la précarité énergétique, aide les entreprises européennes à devenir les leaders mondiaux de la transition énergétique, crée des emplois de qualité dans les secteurs d'avenir de la transition énergétique, modernise la démocratie aux niveaux locaux, nationaux et européen.

L'année 2026 sera marquée en Europe par la publication de plusieurs volets du Pacte Industrie Propre. Elle verra notamment la mise en œuvre du paquet réseaux - présenté début décembre 2025 et conçu pour accompagner l'électrification du continent - ainsi que l'entrée en vigueur de l'Industrial Accelerator Act (IAA), qui lancera ses premiers marchés pilotes et introduira des exigences de contenu local. La Commission européenne présentera également son plan ReSource EU, destiné à réduire la dépendance de l'Union aux importations de matériaux critiques, ainsi que deux nouveaux instruments majeurs : la Banque de décarbonation industrielle et le Fonds de compétitivité. En parallèle, les négociations sur le Cadre financier pluriannuel (CFP) pour la période 2028-2034 se poursuivront, afin d'adapter les mécanismes budgétaires européens aux priorités industrielles et climatiques de la prochaine décennie.

Dans ce contexte, le centre énergie (JDEC) réagira en priorité à la publication du paquet réseaux, en la confrontant à ses propres

recommandations formulées en amont (publiées début décembre 2025). Sera par la suite proposé un ensemble de recommandations visant à construire un narratif politique cohérent en matière d'électrification, d'abord à l'échelle française, puis au niveau européen. Plusieurs leviers seront examinés pour soutenir cette dynamique, notamment les enjeux de fiscalité ou encore l'utilisation des tarifs dynamiques d'électricité comme signal incitatif pour orienter les comportements des ménages aux périodes correspondant aux pics de production. Cette réflexion s'appuiera sur des études de cas dans différents États membres afin d'identifier les meilleures pratiques et formuler des recommandations quant à leur répliquabilité au niveau européen.

Parallèlement et dans le cadre des discussions sur le Cadre financier pluriannuel, le JDEC mènera une analyse approfondie des canaux de financement européens actuellement mobilisés pour l'expansion et la modernisation des réseaux électriques (Fonds de cohésion, CEF-E, InvestEU) afin de mettre en évidence

les éventuelles lacunes de financement. Cette analyse sera complétée par une évaluation des propositions de la Commission concernant les futurs moyens de financement comme le Fonds de compétitivité et la Banque de décarbonation industrielle. Enfin, le JDEC formulera des recommandations sur l'allocation optimale de ces financements, en s'appuyant sur plusieurs scénarios budgétaires : celui présenté par la Commission, ainsi que deux versions plus contraintes intégrant les réductions budgétaires attendues. Cette approche permettra d'identifier les marges de manœuvre possibles et d'évaluer les impacts de long terme, notamment sur les coûts de l'électricité à long-terme.

Dans la lignée des travaux publiés en 2025, le JDEC continuera ses réflexions relatives à l'entrée en vigueur du second marché carbone sur les transports et les bâtiments (ETS2). Cela passera en premier lieu par une réflexion visant à approfondir les pistes de réforme possibles de ce nouvel instrument controversé. Dans un second temps, le JDEC analysera les dispositifs prévus par les Etats membres afin d'utiliser les revenus carbone dans une optique de juste équilibre entre compensation à destination des ménages et dépenses d'investissement envers les technologies vertes.

En 2026, le JDEC continuera ses travaux menés sur la France visant à surveiller la mise en œuvre du Pacte vert européen et du Pacte Industrie Propre en France. Le Centre poursuivra sa réflexion quant à la manière d'opérer un meilleur alignement entre politiques nationale et européenne, notamment en matière de complémentarité des investissements. En amont de l'élection présidentielle française de 2027, le JDEC entendra participer au débat d'idées quant à la stratégie énergétique et industrielle française.

Enfin, de concert avec le Centre Grande Europe de l'Institut Jacques Delors, le JDEC travaillera sur un projet relatif à la bonne assimilation du Pacte vert européen au sein des pays des Balkans de l'Ouest (Albanie, Serbie, Macédoine du Nord). L'objectif sera de voir, dans le cadre de l'adhésion à venir des pays concernés, comment l'acquis communautaire vert risque de modifier en profondeur certaines dimensions

(énergétiques, sociales, industrielles...) au sein de ces pays et contribuer à opérer cette transition de manière graduelle.

I Économie et finance

L'année 2025 a été marquée par les efforts de la Commission pour mettre en place les recommandations des rapports Draghi et Letta. Parmi les faits les plus marquants, il faut noter l'adoption de la stratégie marche unique de la Commission au printemps, s'inspirant du rapport Letta et l'annonce par la présidente Von der Leyen d'une feuille de route pour compléter le marché unique jusqu'à 2028. Ces initiatives institutionnelles ont été complétées par la présentation de la proposition de la Commission européenne pour le prochain cadre financier pluriannuel 2028-2034 en juillet 2025.

Toutefois et en parallèle, l'économie européenne a été profondément déstabilisée par le retour de Donald Trump à la présidence américaine. L'annonce de relèvements tarifaires, les incertitudes concernant les relations transatlantiques et les risques d'escalade couplées à l'agressivité commerciale chinoise ont renforcé les pressions sur l'industrie européenne, accentué la fragmentation géo-économique et nourri un climat d'incertitude pour les entreprises comme pour les investisseurs.. Face à cela, les États Membres se sont tournés vers un programme de simplification et de déréglementation, en rupture avec les efforts et initiatives engagés lors de la précédente mandature et le plus souvent, au détriment des efforts d'intégration et de coopération.

Dans ce contexte exigeant, l'Institut Jacques Delors a poursuivi en 2025 un ensemble de travaux sur la politique industrielle européenne et la mobilisation de l'investissement public, la gouvernance économique, les risques et la gestion de crise, ainsi qu'un suivi approfondi des débats autour du CFP 2028-2034. En 2026, l'Institut prolongera et élargira ces travaux, avec l'ambition d'éclairer les choix stratégiques qui conditionneront la relance de la croissance européenne, la finalisation du marché unique et la capacité de l'Union à investir dans ses priorités.

MARCHÉ UNIQUE

L'Institut s'engage pleinement à accompagner la mise en œuvre des recommandations du rapport d'Enrico Letta, le président de l'Institut et de l'objectif "Marché unique 2028" annoncé par Ursula von der Leyen dans son discours sur l'état de l'Union en septembre 2025.

Dans cette perspective et dans le cadre de la Fondation, Jacques Delors Friends of Europe Foundation, réunissant nos organisations, l'Institut Jacques Delors, le Jacques Delors Centre de Berlin et Friends of Europe à Bruxelles uniront leurs efforts pour formuler des propositions concrètes visant à approfondir et achever le marché unique d'ici à 2028. Une attention particulière sera portée à plusieurs chantiers clés :

- l'adoption des initiatives ciblées pour avancer vers une véritable Union de l'investissement et de l'épargne,
- les modalités précises pour l'introduction d'une **préférence européenne dans les marchés publics** – afin de faire du "Buy European" une stratégie au service du marché unique ;
- la création de mécanismes européens pour mieux coordonner les investissements en infrastructure énergétique d'interconnexion, afin d'avancer **vers une intégration plus complète des marchés européens de l'énergie**.

BUDGET EUROPÉEN POST 2027

En 2026, l'Institut poursuivra ses travaux d'analyse et de décryptage de la proposition de budget 2028-2034, présentée par la Commission. Il formulera des recommandations ciblées pour améliorer l'architecture budgétaire proposée, renforcer la capacité d'investissement public et privé de l'UE et assurer une meilleure cohérence entre les priorités stratégiques de l'Union et l'utilisation des fonds européens.

Une attention particulière sera accordée à l'examen de la proposition contestée de « plans nationaux », qui regrouperaient les fonds de cohésion et agricoles au sein d'un dispositif unique. Cette approche suscite des inquiétudes légitimes parmi les autorités

régionales, les collectivités locales et les bénéficiaires finaux, en raison de ses implications possibles pour la gouvernance multi-niveaux, l'allocation territoriale des ressources, et la continuité des politiques de cohésion et agricole.

Dans ce contexte, l'Institut réalisera, à la demande de la commission REGI du Parlement européen, une étude approfondie visant à cartographier les risques et les opportunités de la mise en place de ces 'plans nationaux' pour la politique de cohésion et les développements régionaux.

L'Institut analysera également l'articulation entre le Fonds européen de compétitivité et le programme InvestEU, appelé à jouer un rôle central dans la mobilisation de l'investissement privé. Dans un contexte où l'Union a besoin à la fois d'une mobilisation à grande échelle des capitaux privés et d'un fléchage accru vers des projets stratégiques, il est essentiel de réfléchir à la manière d'articuler l'approche partant des demandes du terrain, qui caractérise aujourd'hui InvestEU, avec l'orientation plus directionnelle et stratégique indispensable à la mise en œuvre d'une véritable politique industrielle européenne.

RENFORCER LE RÔLE DE L'UE DANS LA GESTION DES RISQUES ET ALÉAS CLIMATIQUES

Alors que l'Europe est le continent qui connaît le réchauffement le plus rapide au monde et que les effets des chocs climatiques se font déjà sentir, l'action actuelle de l'UE en faveur de la prévention et des réponses aux catastrophes naturelles présente importantes lacunes. Pour y remédier, en 2026 l'Institut lancera une recherche visant à évaluer les mesures actuelles de l'UE en faveur des politiques de gestion des risques de catastrophes naturelles et à formuler des recommandations afin de progresser vers une action européenne plus ambitieuse, plus efficace et plus cohérente dans ce domaine, ainsi qu'à sensibiliser aux avantages d'une approche préventive de la gestion des risques de catastrophes naturelles.

Sur la base des résultats de la recherche, nous formulerons des recommandations précises à la Commission pour la préparation du cadre intégré sur la résilience climatique et la gestion des risques en Europe, dont l'adoption est prévue au quatrième trimestre 2026. Nos recherches sur ce sujet nous serviront aussi pour formuler des recommandations visant à renforcer le rôle du prochain budget de l'UE post 2027 dans le soutien à la prévention des catastrophes, à la préparation et à la réponse après une catastrophe, et à mieux intégrer les considérations relatives aux catastrophes dans les fonds européens soutenant les infrastructures énergétiques.

POLITIQUE INDUSTRIELLE ET GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Avec le fonds de compétitivité européen et l'outil de coordination de compétitivité, la Commission vise à introduire une approche de politique industrielle plus européenne et stratégique, et à assurer une meilleure coordination des politiques nationales. Nous allons accompagner les processus de négociation de ces dossiers clés pour l'avenir de la compétitivité économique du continent et faire des recommandations pour le développement d'une politique industrielle européenne qui peut atteindre les objectifs communs et priorités stratégiques de l'UE.

Une mobilisation rapide et ciblée des ressources européennes et nationales demande une coordination renforcée entre le nouveau fonds de compétitivité et les aides d'état nationales afin d'assurer une action efficace et cohérente entre les différents niveaux d'interventions. Dans ce sens, l'Union doit développer un système de gouvernance qui crée des incitations financières et réglementaires pour les États membres à orienter l'investissement public et privé de manière plus coordonnée. Cela implique, entre autres, une réforme transversale des cadres d'aides d'Etat existants. Pour renforcer une compétitivité européenne durable, nous explorerons également des pistes en faveur de clusters/hubs économiques européennes dans des secteurs stratégiques.

AGENDA SOCIAL

L'année 2026 sera marquée par plusieurs débats structurants pour l'avenir du modèle social européen.

Tout d'abord, la négociation du budget européen post-2027 sera suivie de près, afin de garantir que les objectifs sociaux – notamment la cohésion sociale, la lutte contre la pauvreté et les discriminations, des transitions écologiques et numériques justes ou encore l'investissement dans le capital humain – soient au cœur des priorités budgétaires de l'UE à l'horizon 2034.

Autre sujet majeur, la feuille de route 2028 pour le marché unique devrait consacrer une proposition phare du rapport Letta : la création d'une cinquième liberté, dédiée à la mobilité des connaissances et à l'innovation. Cette initiative, qui fait écho aux travaux antérieurs de l'Institut sur les compétences et la formation tout au long de la vie, permettra de rapprocher les enjeux sociaux et de compétitivité au cœur du mandat de la Commission von der Leyen II. Elle donnera lieu à une publication spécifique au cours de l'année.

Des initiatives sur lesquelles l'Union européenne s'était jusqu'ici peu engagée marqueront également un tournant dans l'agenda social européen. Le premier sommet européen sur le logement, accompagné de mesures concrètes telles que la régulation des locations de courte durée et la mise en place d'un plan européen pour des logements abordables, inscrira durablement ce sujet à l'agenda des préoccupations européennes – en écho à celles des citoyens et des États membres. Ce thème fera l'objet d'une infographie et d'un décryptage, ce dernier mettant notamment en avant l'articulation de l'action européenne avec celle des acteurs nationaux.

Enfin, la première stratégie européenne de lutte contre la pauvreté, qui visera à s'attaquer aux causes structurelles de l'exclusion et à renforcer les services de soutien, donnera également lieu à des publications dédiées.



L'Europe libre et démocratique

Quatre ans après sa création, alors que la guerre en Ukraine a replacé l'élargissement au cœur de l'agenda européen, le Centre Grande Europe poursuit sa mission : comprendre et accompagner la recomposition politique du continent. En 2026, le processus d'adhésion progresse par à-coups — accélération annoncée pour le Monténégro et l'Albanie, blocages persistants pour la Serbie, la Macédoine du Nord, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo, incertitudes pour la Turquie et la Géorgie, attentes immenses pour l'Ukraine et la Moldavie. Dans ce contexte fragmenté, où coexistent espoirs d'intégration et frustrations politiques, l'enjeu n'est plus seulement "quand" élargir mais "comment" réussir l'élargissement : de manière graduelle, crédible et politiquement soutenable, tant dans les États membres que dans les sociétés des pays candidats. Les travaux du Centre porteront ainsi sur les conditions de légitimité démocratique, de soutenabilité économique et d'acceptabilité sociale de l'élargissement, en analysant aussi bien les transformations politiques internes dans les Balkans occidentaux que les implications institutionnelles et budgétaires pour l'Union. À travers ses activités d'expertise, de coopération et de débat public, le Centre entend contribuer à renforcer la compréhension des enjeux de l'élargissement en France et en Europe, au moment où se joue la configuration géopolitique de l'Union de demain.

En parallèle, l'Observatoire politique du Parlement européen poursuivra en 2026 son travail d'analyse des dynamiques internes de l'hémicycle, dans un contexte de polarisation croissante et de montée des extrêmes. En décryptant les logiques de vote, les réequi-

librages entre groupes politiques et l'évolution des coalitions, il contribuera à mieux comprendre la fabrique du compromis européen et ses fragilités. L'Observatoire jouera également un rôle accru de pédagogie démocratique auprès des médias et du grand public, afin de renforcer la lisibilité du fonctionnement du Parlement et de ses enjeux politiques.

Le Centre Grande Europe



Créé en 2022 alors que la guerre en Ukraine relance la politique d'élargissement de l'UE, le Centre Grande Europe de notre Institut est dédié aux questions de l'élargissement et de l'organisation plus large du continent. Soutenu par Open Society Foundations (OSF), il porte une attention particulière aux Balkans occidentaux. Alors que les processus d'adhésion devraient continuer de s'intensifier avec quelques pays de la région (Monténégro, Albanie) mais s'enlisent (Serbie, Macédoine du Nord, Bosnie-Herzégovine, Kosovo), restent bloquées (Turquie, Géorgie) ou tardent à démarrer ailleurs (Ukraine, Moldavie) et que d'autres pays à travers le continent s'interrogent sur leur avenir européen, nos activités en 2026 porteront notamment sur :

1. La politique de l'élargissement et autres relations de l'UE avec la Grande Europe

- L'opinion publique en France sur les questions relatives à l'élargissement, en comparaison avec celles dans les autres Etats membres de l'UE
- La conduite de la politique d'élargissement par la Commission européenne, la mise en œuvre de l'adhésion graduelle et la recherche de solutions pour dépasser les blocages
- Les conséquences de l'élargissement, notamment sur le plan budgétaire et sur les politiques communautaires, ainsi que le coût du non-élargissement
- Le débat sur les réformes institutionnelles de l'UE en lien avec la perspective d'une Union à plus de 30 Etats membres
- Le devenir de la Communauté politique européenne
- Les rapprochements britannique (Reset) et turc de l'UE et les positionnements d'autres pays du continent (Arménie, Islande, Norvège, cas du Groenland)

2. Les dynamiques internes aux États candidats, notamment des Balkans occidentaux, et les influences rivales dans la région

- La transition énergétique dans les Balkans occidentaux
- Les évolutions politiques internes et leurs impacts sur les « fondamentaux » (démocratie, Etat de droit, lutte contre la corruption et le crime organisé, ...)
- Les processus de réconciliation et la gestion des conflits bilatéraux
- Le début attendu des négociations d'adhésion avec l'Ukraine

Ces thèmes guideront les activités d'expertise et de coopération du Centre ainsi que celles destinées à susciter un débat public sur l'élargissement en France.

En matière d'expertise, le Centre est positionné, en partenariat avec le Centar za evropske politike (CEP) de Belgrade, sur un projet pluriannuel financé par l'Agence Française de Développement pour évaluer les impacts sociaux et économiques de la transi-

tion énergétique dans les Balkans occidentaux et formuler des recommandations pour rendre cette transition plus juste et inclusive avec le concours des organisations de société civile de la région et l'implication des citoyens (décision de l'AFD attendue le 9 décembre 2025).

Le CGE a rejoint par ailleurs un consortium constitué pour un projet de recherche Horizon Europe sur les moyens de rendre l'élargissement plus légitime dans les Etats de l'UE et dans les pays-candidats (résultat de la sélection par la Commission attendue en février 2026).

Le Centre développera son partenariat avec Friends of Europe dans le cadre de la nouvelle Jacques Delors Friends of Europe Foundation, ainsi que ses coopérations nouées avec d'autres think tanks européens sur l'élargissement aux Balkans (« Balkans Hub ») et avec divers centres régionaux d'expertise (CEP & CCP-EWB à Belgrade, EPI-Skopje, KCSS-Prishtina, etc.). En France, il poursuivra sa coopération étroite avec Sciences Po (CERI, Cevipof, campus de Dijon), avec le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et d'autres acteurs-clés de l'élargissement, réunis notamment dans le cadre de notre « Cercle Balkans », ainsi qu'avec Canal France International.

A destination des médias et du grand public français ainsi que des parties prenantes concernées, le Centre compte mettre l'accent en 2026 sur une plus grande compréhension des enjeux de l'élargissement. Les infographies, blogs, tribunes, repères et revues de presse produits continueront d'alimenter un débat public trop longtemps esquivé. En outre, une série de conférences, commencée fin 2025, sera menée avec le réseau des Maisons de l'Europe à travers la France.

I Démocratie et institutions - Observatoire politique du Parlement européen

Lancé à la suite du groupe de travail constitué pour les élections européennes de 2019 par Christine Verger et Pascal Lamy, cet Observatoire analyse la vie politique du Parlement européen par des publications régulières portant notamment sur les dynamiques de vote au sein des groupes parlementaires et sur les particularismes de la démocratie européenne. En 2026, ce groupe poursuivra son travail consacré à l'analyse de l'actualité politique européenne ainsi qu'à la sensibilisation des opinions publiques aux défis européens à anticiper dans un contexte de forte instabilité et de montée des extrémismes, perturbant la majorité pro-européenne du Parlement.



L'Europe pour la jeunesse et la culture

La jeunesse et la culture représentent le cœur battant de l'Europe de demain. Face aux crises économiques et sociales, les jeunes Européens doivent se voir offrir des opportunités concrètes : éducation de qualité, mobilité, emplois verts et sécurisés. Dans le même temps, la culture, vecteur d'identité et de dialogue, doit être soutenue pour tisser des liens entre les peuples et stimuler la création. Cet axe proposera des initiatives pour placer la jeunesse et la culture au centre de l'agenda européen, convaincus qu'ils sont les clés d'une union pérenne et solidaire.

I L'Europe pour la jeunesse

ACADÉMIE NOTRE EUROPE



L'Académie Notre Europe propose depuis 2017 un parcours de formation à la citoyenneté européenne à destination des jeunes de 18 à 30 ans. Gratuit, il comprend neuf sessions mensuelles thématiques, dont un voyage à la découverte des institutions européennes. Cette formation en français donne l'opportunité aux jeunes

d'interagir avec des personnalités ayant construit l'Europe et propose des formats d'apprentissage innovants (ateliers, jeux de simulations, etc.). La promotion 2025-2026, lancée le 10 octobre 2025, est composée de 115 jeunes de 29 nationalités différentes et aux profils variés. Afin de permettre aux jeunes non-résidents en Île-de-France de participer à l'Académie, nous proposons une possibilité de suivi à distance. Les jeunes qui suivent le parcours en présentiel s'engagent aussi dans des projets pédagogiques, notamment l'organisation d'événements, la création de contenus (podcasts, vidéos, articles, infographies, etc), l'animation de débats ou encore des interventions dans des établissements scolaires. Cette neuvième promotion a pour fil conducteur les négociations du budget pluriannuel de l'UE.

CONFÉRENCE JACQUES DELORS



La Conférence Jacques Delors est l'événement annuel qui clôture, depuis 2020, le parcours de l'Académie Notre Europe. Cet événement est ouvert à tous les jeunes de 16 à 30 ans. L'édition 2026 aura lieu mi-juin. Cette conférence réunira, comme lors des précédentes éditions, plusieurs centaines de jeunes pour des débats

et des activités participatives permettant aux jeunes de faire entendre leur voix. Elle accueillera des personnalités politiques de premier plan. En 2025, la Conférence Jacques Delors a été placée sous le signe du centième anniversaire de Jacques Delors. Elle s'est tenue à la Banque de France et l'invité d'honneur était le Vice-Président de la Commission européenne Stéphane Séjourné.

EUROPEAN AGORA



En 2026 nous organiserons, en collaboration avec la Scuola di Politiche à Rome et l'Academia Europea Leadership à Barcelone, la troisième édition de l'Agora Jacques Delors. Cette Agora rassemblera 130 jeunes de toute l'Europe pour réfléchir aux priorités d'action pour l'UE pour les cinq années à venir. Sur quatre jours, les jeunes participants échangeront avec des décideurs et experts européens et participeront à des ateliers afin de définir un ensemble de recommandations à l'attention des institutions et décideurs européens. Après Lisbonne en 2024 et Barcelone en 2025, l'Agora Jacques Delors 2026 se tiendra à Rome.

PRIX DU LIVRE «MIEUX COMPRENDRE L'EUROPE»



Ce Prix du Livre a été créé en 2009 par le Centre de Culture européenne (CCE) de Saint-Jean-d'Angély (Charente-Maritime). Son but est de récompenser un ouvrage consacré ou lié aux questions européennes et accessible aux jeunes. Depuis 2018, le Prix est abrité par l'Institut Jacques Delors à Paris, où le jury se

réunit chaque année. Le Prix est doté par la Fondation Hippocrène.

En 2025, ce Prix a été remis durant le Festival « Littératures européennes » de Cognac et a récompensé le livre « D'où nous venons - Ce qui nous unit, ce qui nous divise » (éditions Flammarion) de Géraldine Schwarz.



Ensemble, une équipe engagée pour Penser l'Europe



Notre Président
Enrico Letta

I L'Europe et le monde

GÉOPOLITIQUE ET DÉFENSE



Nicole Gnesotto,
Vice-présidente



Sylvie Matelly,
Directrice



Bertrand de Cordoue,
Conseiller, défense/
armement



Guillaume Arditti,
Chercheur associé,
UE-Afrique



Cyrille Bret,
Chercheur associé,
Russie et Europe
orientale



Guillaume Duval,
Conseiller, avenir
de l'intégration
européenne



Thierry Tardy,
Chercheur associé,
sécurité et défense
européenne



Pierre Haroche,
Chercheur associé,
défense

COMMERCE ET SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE



Pascal Lamy,
Coordinateur du
réseau des think
tanks Jacques Delors



Sylvie Bermann,
Membre du conseil
d'administration



Elvire Fabry,
Chercheuse senior,
géopolitique
du commerce



Sacha Courtial,
Chercheur associé,
relations UE-Chine



Nicolas Köhler-Suzuki,
Conseiller, commerce
et sécurité
économique



Micol Bertolinu,
Chercheuse
associée, politique
commerciale



Arnaud Barichella,
Chercheur associé,
cybersécurité,
technologies numériques
et intelligence artificielle

MIGRATIONS ET DÉMOGRAPHIE



Jérôme Vignon,
Conseiller,
migrations

| L'Europe compétitive et durable

ENERGIE ET CLIMAT



Phuc-Vinh Nguyen,
Chef du Centre
énergie



Alice Moscovici,
Chercheuse,
Centre Energie



Thibaud Voïta,
Conseiller, énergie



**Jean-Michel
Glachant,**
Conseiller, énergie



Camille Defard,
Chercheuse associée,
énergie

ÉCONOMIE ET FINANCE



Eulalia Rubio,
Chercheuse senior,
affaires économiques



Andreas Eisl,
Chercheur senior,
politique économique
européenne



Pierre Jaillet,
Chonseiller, politique
économique et
monétaire



Marjorie Jouen,
Marjorie Jouen
Conseillère, politiques
régionale et de cohésion

EMPLOI, SANTÉ, SOCIAL



Sofia Fernandes,
Directrice adjointe



Klervi Kerneis,
Responsable
pédagogique et
développement de
l'Académie Notre Europe



Isabelle Marchais,
Chercheuse
associée, santé et
démographie

I L'Europe libre et démocratique

ÉLARGISSEMENT ET GRANDE EUROPE



Lukas Macek,
Chef du Centre
Grande Europe



Benjamin Couteau,
Chercheur, Centre
Grande Europe



Sébastien Maillard,
Conseiller spécial,
Centre Grande Europe



Thorniké Gordadzé,
Chercheur associé,
Voisinage oriental
et Mer Noire



Pierre Mirel,
Conseiller,
élargissement



Florent Parmentier,
Chercheur associé,
Moldavie



Tefta Kelmendi,
Chercheuse associée,
Centre Grand Europe

DÉMOCRATIE ET INSTITUTIONS - OBSERVATOIRE POLITIQUE DU PARLEMENT EUROPÉEN



Christine Verger,
Vice-présidente



Thierry Chopin,
Conseiller, démocratie
et institutions



Daniel Debomy,
Conseiller, opinions
publiques
européennes

PÔLE COMMUNICATION ET ADMINISTRATION



Loupita Zakhia El Douaihy,
Responsable
administration et finances



Damiano Tancredi Buffa,
Assistant de direction
et Responsable
des Groupes de travail



William Malaterre,
Chargé événements
et communication

I Notre réseau



I Nos partenaires



Des événements et des échanges avec le soutien de nos partenaires

Toute l'année 2025, l'Institut Jacques Delors a organisé des conférences publiques, séminaires d'experts et rencontres de haut niveau, en étroite collaboration avec ses partenaires financiers, auprès desquels elle fait valoir son expertise européenne indépendante.

